# Fabrique et usages des réputations politiques au milieu du XIX^e siècle

## L'affaire du »toast Blanqui« entre France, Royaume-Uni et Allemagne

**Quentin Duguet**
Université Paris Cité

Au début de l'année 1851, Emmanuel Barthélémy, exilé à Londres pour ses actions lors des révolutions de 1848, envoie une lettre au révolutionnaire socialiste Auguste Blanqui, alors emprisonné à Belle-Île-en-Mer.[1] Barthélémy, un fidèle de Blanqui, lui demande de rédiger un discours sous la forme d'un toast à l'occasion d'un banquet organisé prochainement à Londres. Ce banquet entend célébrer le troisième anniversaire de la révolution de février 1848. Blanqui refuse. Dans une pièce jointe à sa réponse, il met en garde Barthélémy contre les anciens membres du gouvernement provisoire, notamment Louis Blanc, également exilé à Londres et co-organisateur du banquet à venir. Blanqui reproche à Louis Blanc et à ses anciens collègues d'être responsables de l'échec de la révolution de 1848 en France. Cela n'empêche pas Barthélémy de soumettre la pièce jointe à la lettre au comité organisateur du banquet afin qu'elle y soit lue, mais le comité la rejette.

1 Cette lettre n'a pas été conservée. Elle est seulement connue par la réponse d'Auguste Blanqui le 10 février 1851. Celle-ci a été publiée dans le recueil de sources commenté suivant: Auguste Blanqui, Maintenant il faut des armes. Textes choisis et présentés par Dominique Le Nuz, Paris 2006, 165–167. Les premiers socialismes ont profité d'un regain d'intérêt de la part de la recherche historique dans les années 2000 et 2010. Cette dynamique s'est quelque peu essoufflée. Voir la dernière synthèse: Thomas Bouchet et al. (dir.), Quand les socialistes inventaient l'avenir. 1825–1860, Paris 2016.

Francia 52 (2025), 411–437 DOI 10.11588/fr.2025.1.115656
ISSN 1867–6448, e-ISSN 2569–5452
Fabrique et usages des réputations politiques au milieu du XIX^e siècle
© 2025 by Quentin Duguet (ORCID iD 0000–0001–6319–7953) is licensed under CC BY-SA 4.0.
Abstracts in German, French and English can be found at the end of this article.

La pièce accusatoire contenue dans la lettre de Blanqui est entre temps reproduite par Gustave Antoine, intermédiaire dans la correspondance entre Blanqui et Barthélémy. Le texte fuite et est publié dans le journal conservateur *La Patrie* le 27 février 1851, donc après le banquet qui s'est tenu le 24 février.[2] De l'autre côté du spectre politique, les communistes Karl Marx et Friedrich Engels participent également à la diffusion du texte en le traduisant en allemand et en anglais et en l'imprimant à plusieurs milliers d'exemplaires. La publication est un désastre pour la crédibilité politique des blanquistes de Londres. Le »toast Blanqui«, comme il est alors nommé par les acteurs, met en avant les graves divisions politiques au sein du camp socialiste. Le texte est interprété comme une critique de la politique d'alliance menée par les blanquistes à Londres, qui paraissent donc désavoués par leur leader. Le toast n'ayant pas été lu lors du banquet, cela implique en outre qu'ils auraient censuré Blanqui. Les blanquistes et leurs alliés cherchent à étouffer l'affaire, mais un déficit de communication interne et l'intervention de tiers acteurs dans la presse achèvent d'endommager leur crédibilité.

Au premier abord, l'affaire du toast Blanqui paraît bien anodine. Une pièce privée est détournée de son usage initial par plusieurs acteurs: Emmanuel Barthélémy, Gustave Antoine, le quotidien *La Patrie*, Karl Marx et Friedrich Engels. L'épisode gagne en intérêt lorsqu'on s'intéresse aux motivations des acteurs. On remarque en effet qu'elles entrent en conflit. Barthélémy s'en sert pour porter la parole blanquiste au banquet de Londres. Il souhaite mobiliser le contenu de la lettre au service du banquet qu'il coorganise avec d'autres exilés socialistes, notamment l'ancien membre du gouvernement provisoire Louis Blanc, pourtant attaqué par Blanqui dans le toast. Marx et Engels estiment quant à eux que le toast permet de décrédibiliser August Willich et Karl Schapper, à savoir les meneurs de la fraction qui leur est opposée dans le cadre de la scission de la Ligue des communistes, puisqu'ils collaborent avec Louis Blanc. Enfin, *La Patrie* attaque les socialistes exilés à Londres en mettant en avant leurs divisions tout en se servant de la franchise politique de Blanqui pour entretenir le fantasme du »spectre rouge«.

L'affaire du toast Blanqui constitue ainsi un point d'observation privilégié pour l'étude des mondes socialistes européens après les révolutions de 1848. Elle révèle des réseaux internationaux et transnationaux de biens, d'idées et de controverses, dont les acteurs sont aussi bien les militants socialistes que les journalistes conservateurs. Il s'agit alors d'explorer concrètement le fonctionnement de ces réseaux, et en particulier la place des actions individuelles et de

2 La lettre est publiée dans le journal La Patrie, N° 58, 27/02/1851.

la contingence dans leur déploiement. L'affaire éclaire également la façon dont se construisent les mythes autour des »grandes« figures politiques du XIXe siècle, ici à l'exemple d'Auguste Blanqui. On observe en effet la mobilisation de la production écrite d'un individu investi de signifiants par des acteurs aux agendas politiques contradictoires. Pour les socialistes de Londres, Blanqui est ainsi un »martyr«, tandis qu'il est un »terroriste« pour les journalistes conservateurs. Nous verrons donc comment se construisent la portée, l'appréciation et la dépréciation de la figure de Blanqui, puis la façon dont cette dernière est instrumentalisée. En somme, nous nous demanderons comment les réputations politiques sont fabriquées puis utilisées au milieu du XIXe siècle.

Notre enquête se base sur la mobilisation d'un corpus de sources diversifié. Il est constitué de deux correspondances: celle de Marx et Engels, éditée aux Éditions sociales, et celle d'Auguste Blanqui, conservée à la Bibliothèque nationale de France.[3] Nous utilisons également deux recueils de sources centrés sur Marx et Engels, en particulier pour ce qui concerne les documents produits par la Ligue des communistes et par la Société universelle des communistes révolutionnaires.[4] À cela s'ajoutent des titres de presse nationaux français de l'époque, notamment *La Patrie* et *Le Constitutionnel*, ainsi que des titres de la presse régionale, par exemple le *Courrier de Saône-et-Loire* et l'*Indicateur de Bordeaux*. Si les correspondances nous offrent des interprétations et des justifications privées sur les différentes étapes de l'affaire, nous ne disposons que du point de vue des communistes allemands et de celui de Blanqui. Les lettres des blanquistes de Londres envoyées à Blanqui à la fin de l'année 1850 et au début de l'année 1851 n'ont pas été conservées. Nous ne pouvons donc pas savoir de première main ce que Barthélémy, pourtant un personnage central, pensa de l'affaire. Il en va de même pour les journalistes conservateurs: nous nous sommes seulement intéressés à leurs écrits publics, et non à leurs écrits privés, ces acteurs étant secondaires dans notre enquête centrée sur les mondes socialistes.

Dans un premier temps, nous étudions la façon dont les positions des blanquistes de Londres et de Blanqui vis-à-vis de Louis Blanc finissent par diverger. Le cœur du scandale du toast Blanqui réside dans l'alliance des blanquistes avec l'ancien membre du gouvernement provisoire malgré l'opposition stricte

3 Friedrich Engels, Karl Marx, Correspondance. Publiée sous la responsabilité de Gilbert Badia et Jean Mortier. Tome II (1849–1851), Paris 1971; Bibliothèque nationale de France (désormais BNF), NAF 9583 et 9584 (2).

4 Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien 2, Berlin (Est) 1970; Marx-Engels-Gesamtausgabe. Erste Abteilung: Werke, Artikel, Entwürfe, vol. 10, Berlin (Est), 1977.

du leader. La comparaison des deux contextes, londoniens et bellilois, dans lesquels évoluent les acteurs, permet de comprendre cette divergence et éclaire les dynamiques multisituées des mondes socialistes au XIXe siècle. Dans un second temps, nous discutons des différents usages du toast Blanqui et de la façon dont ils contribuent à ériger son auteur en figure mythifiée, que ce soit de façon positive ou négative. Cela nous permet de réfléchir à la construction des réputations politiques dans un cadre international et transnational.

## Que faire de Louis Blanc? Une problématique multisituée

### »Lettre à Barthélémy«, »toast Blanqui« ou »Avis au peuple«?

La pièce jointe à la lettre d'Auguste Blanqui à Emmanuel Barthélémy du 10 février 1851 est nommée de différentes façons dans les sources et dans la littérature. La nature du document importe: l'intentionnalité de l'auteur n'est pas la même selon qu'il s'agisse d'une lettre, d'un toast ou d'un avis. Nous commençons donc notre développement par l'identification de la nature du document à l'origine de l'affaire Blanqui, avant de nous pencher de façon concise sur son contenu.

L'original de la pièce jointe envoyée à Barthélémy par Blanqui n'a pas été conservé. Seule subsiste une copie du texte retranscrit dans un carnet dans le fonds Blanqui conservé à la Bibliothèque nationale de France.[5] Le document est copié et diffusé dès les jours qui suivent sa production. Le responsable de cette diffusion est Gustave Antoine, beau-frère de Blanqui, qui serait à l'origine de la fuite dans la presse. Ses motivations sont inconnues et on ignore comment le document parvient aux journalistes. D'après l'historien Maurice Dommanget, Antoine aurait commis une erreur en prenant »au sérieux« le texte et l'aurait alors diffusé.[6] *La Patrie* le publie en exclusivité dans son numéro du 27 février 1851, sans préciser comment elle l'a obtenu.[7] Cette omission pousse d'ailleurs plusieurs individus à se demander si le document a réellement été produit par Blanqui. *La Patrie* est également le premier organe à publier la lettre en tant que toast. Le journal favorable au parti de l'ordre écrit: »nous pouvons […] offrir à nos lecteurs une pièce qui a bien aussi son mérite. C'est un toast qui a été envoyé à la commission du banquet par le citoyen

5 BNF, NAF 9584 (2), fol. 15–19.
6 Maurice Dommanget, Auguste Blanqui à Belle-Île, Paris 1935, 74.
7 La Patrie, N° 58, 27/02/1851.

Blanqui. Ce toast qui porte la date du 10 février, a été publié par les *Amis de l'égalité*, une société rivale apparemment de celle des *Égaux*«.[8]

On remarque une première erreur. Blanqui n'a jamais directement envoyé son texte à la commission du banquet des Égaux. C'est Emmanuel Barthélémy qui s'en est chargé. Avant sa publication par *La Patrie*, la pièce produite par Blanqui avait donc déjà été traitée en tant que toast, aussi bien par les *Amis de l'égalité* que par Barthélémy. Ce changement de nature est important. La pièce est jointe à une lettre, qui s'adresse à un public privé, généralement le destinataire et ses proches. En revanche, un toast est une proposition de boire à la santé d'un individu, ou d'une idée. Le toast s'adresse à un public élargi, ici un banquet où prennent part plusieurs centaines de convives. L'auteur d'un toast s'attend à ce que son discours puisse être reproduit et donc diffusé.[9] En devenant un toast, la lettre de Blanqui à Barthélémy cesse d'être un conseil à un proche et devient un manifeste politique. Plusieurs initiatives de reproductions du toast sont menées en Europe après la parution dans la presse nationale. Depuis Londres, Marx et Engels traduisent le document en allemand et en anglais et ils le diffusent sous forme de tracts. On relève également des initiatives locales de traduction en Allemagne. Le journal hanovrien socialiste *Deutsche Arbeiterhalle* publie ainsi une traduction allemande du toast dans son numéro du 12 avril 1851. La traduction diffère cependant de celle de Marx, ce qui indique qu'elle provient d'une autre source.[10]

De nos jours le texte est plutôt connu sous le nom »Avis au peuple«. Cette expression n'apparaît pas dans le manuscrit envoyé à Barthélémy. Il est en revanche inscrit en tête de la version publiée par *La Patrie*. Il semblerait donc que le titre ait été créé par Gustave Antoine.[11] Blanqui le reprend dès mars 1851 pour nommer son texte.[12] De nos jours, c'est bien ce titre qui est utilisé dans les divers recueils de sources.[13] La datation du texte doit également être évoquée. Blanqui le signe du 10 février 1851.[14] Il est cependant plus ancien. Dans une lettre du 16 mai 1852 à Barthélémy, Blanqui affirme qu'il avait pro-

8 Ibid.

9 Sur la pratique des toasts et des banquets au XIXe siècle, voir: Emmanuel Fureix, Banquets et enterrements, dans Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), Histoire des gauches en France. L'héritage du XIXe siècle, Paris 2005, 197–208.

10 Der Bund der Kommunisten (voir n. 4), 401–402.

11 Auguste Blanqui, Écrits sur la Révolution. Œuvres complètes 1. Textes politiques et lettres de prison. Présenté et annoté par Arno Münster, Paris 1977, 327–328.

12 BNF, NAF 9583, fol. 398–421, »Lettre à Édouard 19 mars 1851«, ici fol. 415–416.

13 En plus du recueil réalisé par Arno Münster, on peut citer Blanqui, Maintenant il faut des armes (voir n. 1).

14 Ibid., 167.

duit la pièce six semaines avant la demande de toast pour le banquet, donc en janvier 1851.[15] Pourquoi alors avoir écrit ce texte si ce n'est pour la demande de toast? Blanqui répond à cette question: »cette pièce [est] inspirée uniquement par la conduite ici des plus intimes amis de Louis Blanc, et je vous l'ai [?] envoyée comme témoignage de mes sentiments envers le prétendu conciliateur de Londres, complice des scènes furieuses de Belle-Ile«.[16] Le toast Blanqui n'a donc pas été écrit spécifiquement pour le banquet. C'est pourtant en tant que tel qu'il est reçu par les divers protagonistes de l'affaire.

Penchons-nous rapidement sur le fond du manuscrit avant de poursuivre. D'après l'historienne Dominique Le Nuz, le toast Blanqui est une pièce importante de l'histoire du socialisme français puisqu'il définit de façon programmatique claire les contours du socialisme révolutionnaire en appelant à la »rupture sans conditions avec les socialistes modérés et réformistes«.[17] Dans la première partie du texte, Blanqui accuse les anciens membres du gouvernement provisoire d'être responsable de l'échec de la révolution de 1848 en France. Il écrit: »La réaction n'a fait que son travail en égorgeant la démocratie. Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui ont livré le peuple à la réaction«.[18] Dès lors, tout retour au pouvoir de ces »bourgeois déguisés en tribun« devrait être sanctionné par l'opposition résolue du »peuple«. Dans une seconde partie, Blanqui dresse les mesures à adopter pour faire triompher la prochaine révolution, à savoir »1) le désarmement général des gardes bourgeoises; 2) l'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers«.[19] Ainsi, tout gouvernement qui ménagerait la bourgeoisie contre le prolétariat ne serait qu'un auxiliaire des forces de la réaction. Depuis les années 1830, Blanqui interprète les rapports de force dans la société sous le prisme de la lutte des classes.[20] Il en arrive donc à cette conclusion dans le toast: »Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaie les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme«.[21]

---

15 BNF, NAF 9584 (2), fol. 434–445, »Lettre de Blanqui à Barthélémy«, 16 mai 1852, ici fol. 436.

16 Ibid.

17 Blanqui, Maintenant il faut des armes (voir n. 1), 165. La citation renvoie au commentaire de Dominique Le Nuz.

18 Ibid., 166.

19 Ibid., 167.

20 Sur la pensée politique d'Auguste Blanqui, voir: Dominique Le Nuz, Dictature et Révolution, dans: Maurice Agulhon et al., Blanqui et les blanquistes, Paris 1986, 105–130, 128–129.

21 Blanqui, Maintenant il faut des armes (voir n. 1), 167.

La diffusion du toast Blanqui est le résultat d'un double accident. Les blanquistes, en premier lieu Gustave Antoine, le conçoivent comme un toast ayant été produit pour le banquet des Égaux, et invalidant donc la politique d'alliance des blanquistes de Londres. Antoine décide de diffuser le texte du toast à Paris et en France. C'est de cette manière qu'il atteint la presse et touche un lectorat européen. *La Patrie* est en effet lue par les journalistes et lettrés francophones, aussi bien au Royaume-Uni qu'en Allemagne. Des acteurs locaux, qu'ils soient journalistes ou militants, peuvent alors décider d'eux-mêmes publier le toast, aussi bien dans les colonnes d'un journal que sous la forme de tracts. La diffusion massive et européenne d'un document privé, réservé à un lectorat blanquiste de confiance, est la première étape vers »l'affaire« du toast Blanqui. Ensuite, ce qui est au cœur de cette affaire est avant tout la dénonciation d'une collaboration avec Louis Blanc par Blanqui. Dès lors, on se demande pourquoi Blanqui rejette cette alliance et pourquoi les blanquistes y adhèrent.

## L'entente des socialistes français de Londres: une alliance de circonstance?

L'émigration de Londres reproduit les clivages nationaux de la gauche républicaine française. Les républicains et les socialistes sont ainsi divisés entre partisans de Louis Blanc, de Ledru-Rollin et de Blanqui. Pourtant, ces divisions ne sont pas aussi rigides qu'on a pu le penser; les conditions matérielles d'existence dégradées propres à l'expérience de l'émigration créent les conditions d'une coopération entre les divers groupes, permettant de dépasser les clivages idéologiques et les inimitiés personnelles.[22]

L'apparition du qualificatif »blanquiste« est liée à la révolution de 1848. Le terme surgit dans les sources dans la foulée de la manifestation du 16 avril 1848. À l'occasion de cette journée, les ouvriers rassemblés sur le Champ-de-Mars pour l'élection des officiers d'état-major de la garde nationale se regroupent en un cortège pour porter une offrande patriotique au gouvernement provisoire. Les clubs républicains et socialistes, les associations ouvrières ainsi que plusieurs figures politiques prennent part à la manifestation, notamment Blanqui.[23] Ces groupes incarnent alors la fraction la plus avancée du

22 Sur l'exil au XIXe siècle, notamment à Londres, voir: Sylvie Aprile, Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune, Paris 2010.

23 Maurice Paz, Un révolutionnaire professionnel. Auguste Blanqui, Paris 1984, 66. Pour

républicanisme en 1848. Le ministre de l'Intérieur Ledru-Rollin fait battre le rappel et convoque ainsi l'intégralité de la garde nationale parisienne devant l'Hôtel de ville. Les manifestants sont alors accueillis aux cris de »À bas les communistes! les blanquistes! les cabétistes!«.[24] Le qualificatif de »blanquistes« apparaît donc dans un contexte d'opposition entre le gouvernement provisoire et la fraction la plus avancée du républicanisme pendant les premiers mois de la révolution de 1848.

Le terme est repris par le blanquiste Jules Vidil, exilé à Londres, qui lui donne la définition suivante dans une lettre adressée à Blanqui de juillet 1850: »Il est bien entendu qu'en disant Blanquiste, on spécifie vos idées révolutionnaires et votre conduite depuis le 24 Février [1848]«.[25] En 1848, les objectifs de Blanqui sont formulés dans les diverses adresses et pétitions émises par le club qu'il préside, la Société républicaine centrale.[26] Les principales revendications de Blanqui sont: l'éloignement de toutes les troupes soldées de Paris, l'ajournement indéfini des élections – donc la pérennisation d'une dictature parisienne –, l'armement du peuple par une meilleure intégration à la garde nationale, le désarmement de la bourgeoisie et l'épuration de la magistrature. Ces demandes s'opposent radicalement à la politique menée par le gouvernement provisoire. Les craintes de Blanqui se réalisent en avril-mai 1848: l'élection au suffrage universel offre une large majorité aux conservateurs à l'Assemblée constituante. C'est d'ailleurs dans la confrontation entre les clubs et les ouvriers parisiens d'un côté, et l'Assemblée conservatrice de l'autre, pendant la journée du 15 mai 1848 que Blanqui est arrêté.[27] Le ressentiment pour le gouvernement provisoire, est donc profond chez le révolutionnaire socialiste.

La plupart des blanquistes sont contraints à l'exil dès 1848, que ce soit pour leur participation à la journée du 15 mai ou pour leur participation aux combats lors des journées de juin. Emmanuel Barthélémy, à l'origine de la demande du toast à Blanqui, avait ainsi été arrêté pour sa participation aux journées de juin 1848 au côté des insurgés. L'ouvrier mécanicien est exilé à Londres depuis son évasion des prisons du conseil de guerre en janvier 1849. Il fait partie des principaux membres de la communauté blanquiste de Londres avec Jules Vidil, ancien capitaine du 9e régiment de hussards, et Louis Adam, cor-

---

le rôle des clubs en 1848, voir Samuel Hayat, Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation, Paris 2014.

24 Journal des villes et des campagnes, N° 69, 23 avril 1848.

25 BNF, NAF 9584 (2), fol. 389–401, »Lettre de Vidil, Londres, 19 juillet 1850«, ici fol. 390.

26 Blanqui, Maintenant il faut des armes (voir n. 1), 134–146.

27 Sur la journée du 15 mai 1848, voir: Peter Amann, A Journée in the Making: May 15, 1848, dans: The Journal of Modern History, 42/1 (1970), 42–69.

donnier et cambreur, tous deux compromis pendant les journées de juin. Les blanquistes londoniens sont membres de la Société des proscrits démocrates-socialistes, cofondée après les journées de juin par l'ancien membre du gouvernement provisoire Louis Blanc, par l'ancien préfet de police de Paris Marc Caussidière, et par des résidents français de Londres. En janvier 1849, la Société compte une trentaine de membres. Barthélémy et Vidil militent pour son élargissement à une association ouvrière dont ils sont également membres. Cette manœuvre révèle les tensions entre les adversaires de la veille, Barthélémy étant alors accusé de »[souffler] l'âme de Blanqui dans la société«.[28]

La Société des proscrits démocrates-socialistes parvient à réunir d'anciens adversaires politiques, les blanquistes et l'aile gauche du gouvernement provisoire. L'arrivée à Londres des démocrates-socialistes de la Montagne, menée par l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire Ledru-Rollin, après la journée du 13 juin 1849 rompt cet équilibre. La Montagne intègre dans un premier temps la Société des proscrits démocrates-socialistes. Elle la quitte rapidement à cause de l'hostilité des ouvriers associés, proches des blanquistes. Louis Blanc et ses soutiens quittent également la société au début de l'année 1850 pour se joindre aux rollinistes. Il en résulte qu'en 1850, la société est »essentiellement blanquiste« et que sa »fraction la plus énergique […], se dit, et est de fait [b]lanquiste«.[29] La séparation entre Louis Blanc et les blanquistes dure jusqu'au début de l'année 1851. Blanc rompt alors avec la Montagne, avec laquelle il est désormais en conflit, et s'associe de nouveau aux blanquistes. C'est cette réconciliation qui permet l'organisation du banquet des Égaux le 24 février 1851.

Les rivalités idéologiques et individuelles se confondent et expliquent en grande partie l'hostilité des divers groupes de l'émigration entre eux. Ces oppositions sont également celles qui paraissent le plus dans les sources. Pourtant, elles ne sont pas suffisantes pour éclairer les lignes de fracture au sein de l'émigration londonienne. Ainsi, les départs de la Société des proscrits démocrates-socialistes peuvent également être expliqués par des aspects économiques. La Société possède en effet une caisse de secours mutuelle, à laquelle contribuent les membres qui en ont les moyens. Elle est également alimentée par des sympathisants britanniques.[30] Les cotisations aident les associés les plus démunis à subvenir à leurs besoins. Après le départ de Blanc, de Caussidière et de leurs soutiens, Vidil affirme que la Société des proscrits démo-

28 BNF, NAF 9584 (2), fol. 371–382, »Lettre de Barthélémy, 4 juillet 1850«, ici fol. 376.
29 BNF, NAF 9584 (2), fol. 389–401, »Lettre de Vidil, 19 juillet 1850«, ici fol. 390.
30 BNF, NAF 9584 (2), fol. 371–382, »Lettre de Barthélémy, 4 juillet 1850«.

crates-socialistes peut seulement procurer »l'existence à 5 ou 6 proscrits par semaines«.[31]

Les ouvriers ne sont pas les seuls en situation de dépendance économique. D'après Vidil, les raisons du départ de Blanc de la société ne sont pas politiques, Louis Blanc ayant de forts contentieux avec Ledru-Rollin et la Montagne, mais plutôt économiques. Un des principaux soutiens de Louis Blanc est alors François Landolphe, ancien député montagnard, exilé à Londres pour sa participation à la journée du 13 juin 1849. En tant qu'ancien représentant de la Montagne, Landolphe reçoit des subsides de la part de ses anciens camarades. L'ancien député soutient ses amis avec ses ressources financières, et il prête également de l'argent à d'autres membres de l'émigration. En janvier 1851, Marx est ainsi endetté de 1,50 £ auprès de Landolphe.[32] Blanc et Landolphe auraient accepté de s'associer à Ledru-Rollin, et donc à la Montagne, pour conserver une de leurs sources de revenu.

Les blanquistes ne sont pas étrangers à ces considérations économiques. Barthélémy explique que le départ des »riches fondateurs« de la Société des proscrits démocrates-socialistes, à savoir Louis Blanc et Caussidière, ruine la caisse de secours mutuelle, et prive donc les »pauvres affiliés« de ressources complémentaires. Barthélémy affirme que la société se trouve »dans le plus complet dénuement, n'ayant que la cotisation hebdomadaire (12 sous) que ne [paient] que très irrégulièrement les ouvriers pauvres qui [restent] pour subvenir aux besoins des membres qui [n'ont] point de travail«.[33] Au vu du portrait dressé par Barthélémy de l'émigration blanquiste en juillet 1850, on comprend plus facilement la participation de la Société des proscrits démocrates-socialistes à la Société fraternelle des démocrates-socialistes français. Cette société est fondée à l'automne 1850. Elle réunit l'intégralité de l'émigration républicaine française, des blanquistes aux rollinistes en passant par Louis Blanc. L'objectif de cette société est d'aider économiquement les réfugiés français au-delà des divisions politiques. La situation économique de l'émigration ne semble alors pas permettre le luxe du primat du politique sur l'économie. Les blanquistes et Louis Blanc sont donc amenés à coopérer économiquement dès l'automne 1850. Cette coopération économique contribue surement à leur réconciliation politique au début de l'année 1851.

Cet aspect matériel de la vie de l'émigration permet de mieux comprendre

31 BNF, NAF 9584 (2), fol. 389–401, »Lettre de Vidil, 19 juillet 1850«, ici fol. 392–393.

32 Engels, Marx, Correspondance (voir n. 3), 136. Cette somme représente 175,73 £ en juin 2024 d'après la banque d'Angleterre: https://www.bankofengland.co.uk/monetary-policy/inflation/inflation-calculator.

33 BNF, NAF 9584 (2), fol. 371–382, »Lettre de Barthélémy, 4 juillet 1850«, ici fol. 378.

les alliances entre Louis Blanc et les blanquistes, que ce soit en 1849 puis en 1851 au moment de leur réconciliation. Il existe un contexte propre à Londres, où la coopération peut être possible entre les blanquistes et Louis Blanc, aussi bien pour créer une alternative politique à Ledru-Rollin que pour assurer une sécurité matérielle. La première manifestation concrète de cette réconciliation est l'envoi d'une lettre datée du 1er février 1851 au rédacteur en chef du journal *La République* pour faire la publicité du banquet organisé pour le troisième anniversaire de la révolution. La lettre est cosignée par Barthélémy, Landolphe, Blanc, Vidil et leurs alliés du Comité socialiste européen, récemment formé.[34] Cette nouvelle alliance ne semble pas faire l'unanimité parmi les blanquistes. Marx mentionne ainsi la rupture entre Louis Adam, blanquiste historique, et le Comité socialiste européen en février 1851.[35] Adam est alors plus proche de la ligne de Blanqui, le leader absent, emprisonné à Belle-Île-en-Mer dans une situation moins propice à la coopération avec les adversaires d'hier.

## Belle-Île-en-Mer: un contexte défavorable à l'union?

La réconciliation entre Louis Blanc et les blanquistes de Londres s'accompagne d'une intégration de la figure de Blanqui au panthéon des martyrs de l'émigration socialiste. Le 11 février 1851, soit deux semaines avant le banquet des Égaux, un meeting est organisé à Londres pour commémorer la mort du patriote polonais Józef Bem. Louis Blanc et les blanquistes font partie des organisateurs de cette cérémonie. Le chartiste George Julian Harney est également présent et représente les Fraternal democrats. Il prononce un discours à la fin duquel il fait acclamer Auguste Blanqui, Armand Barbès et Louis Blanc.[36] Au même moment à Belle-Île-en-Mer, les détenus blanquistes proposent aux détenus barbéristes d'organiser un banquet commun pour célébrer le troisième anniversaire de la révolution de 1848. Barbès et ses soutiens refusent, marquant leur hostilité à toute forme de rapprochement avec Blanqui.[37] Le contraste est saisissant dans les relations entre les deux hommes en prison, et dans l'usage qu'il est fait de leur figure par l'émigration à Londres. Il s'agit dé-

34 La lettre du Comité socialiste européen est publiée dans: La République, N° 37, 6 février 1851.

35 Engels, Marx, Correspondance (voir n. 3), 135.

36 Ibid., 138.

37 Il s'agit de la version de Maurice Dommanget. La proposition a probablement été formulée, mais il est peu probable que le rejet vienne seulement de Barbès et ses soutiens. Dommanget, Blanqui à Belle-Île (voir n. 6), 63.

sormais d'identifier à quel moment la divergence s'opère entre Blanqui et les blanquistes de Londres. Si la dépendance économique facilite la coopération à Londres, le milieu carcéral et les inimitiés personnelles héritées des années 1830 sont des freins à la réconciliation à Belle-Île.

Le rejet de toute forme de collaboration avec les anciens membres du gouvernement provisoire telle qu'énoncé dans le toast Blanqui ne doit pas faire croire à un sectarisme politique. Le blanquisme est certes un courant marginal du socialisme français au milieu du XIX^e^ siècle, mais ses représentants sont capables de collaborer avec des acteurs extérieurs. Nous avons pu voir la capacité des blanquistes de Londres à travailler avec Louis Blanc, et même avec Ledru-Rollin dans le cadre de la Société fraternelle des démocrates-socialistes français. Blanqui n'est pas en reste depuis sa prison de Doullens. Il mène ainsi une entreprise éditoriale que l'on pourrait qualifier d'unitaire avec la parution de la revue *Les Veillées du peuple*. Deux numéros sont publiés, un premier en novembre 1849 et un second en mars 1850.[38] La revue disparaît à cause de démêlés avec la justice. *Les Veillées* réunissent les plumes de plusieurs socialistes célèbres, parmi lesquels Pierre-Joseph Proudhon, Fulgence Girard, Eugène Sue, François Vincent Raspail ou encore Alphonse Esquiros. Cette liste de noms, à laquelle il faut ajouter plusieurs blanquistes, notamment Barthélémy et Blanqui lui-même, rend compte des différentes nuances représentées dans la revue. L'administration de la revue offre d'ailleurs au choix un portrait de Blanqui, de Proudhon ou de Raspail à chaque abonné. Avec cette offre, la revue désigne les leaders, les place à égalité et met en scène leur union.

*Les Veillées du peuple* montrent que Blanqui est capable de mener une politique unitaire. La politique d'alliance menée par les blanquistes de Londres ne s'oppose donc a priori pas à la stratégie du leader. En revanche, c'est bien l'alliance avec Louis Blanc qui pose un problème. Rappelons la déclaration postérieure de Blanqui à Barthélémy sur son toast de Londres: »cette pièce [est] inspirée uniquement par la conduite ici des plus intimes amis de Louis Blanc, et je vous l'ai [?] envoyée comme témoignage de mes sentiments envers le prétendu conciliateur de Londres, complice des scènes furieuses de Belle-Ile«.[39] L'hostilité assumée envers Louis Blanc est une nouveauté dans les écrits de Blanqui. Le toast Blanqui est ainsi la première pièce le qualifiant expressément d'adversaire politique. Ce n'est pas le cas pour les autres membres du gouvernement provisoire, par exemple Ledru-Rollin, qui, dès novembre 1848, est

38 Les Veillées du Peuple. Journal mensuel de la démocratie-socialiste, deux numéros, novembre 1849–mars 1850.

39 BNF, NAF 9584 (2), fol. 434–445, »Lettre de Blanqui à Barthélémy«, 16 mai 1852, ici fol. 436.

frontalement attaqué par Blanqui dans le cadre de sa candidature à l'élection présidentielle.[40] L'hostilité assumée envers Louis Blanc est donc une inflexion récente, influencée par ces »scènes furieuses« de Belle-Île-en-Mer qu'il s'agit désormais d'éclairer.

Lorsque Blanqui évoque la »conduite […] des plus intimes amis de Louis Blanc«, il fait référence aux actions de son codétenu Armand Barbès. Une forte inimitié règne en effet entre les deux hommes. Pendant la révolution, ils s'opposent sur leur rapport au gouvernement provisoire. Barbès le soutient et est favorable à la tenue d'élections précoces pour former une constituante. Blanqui estime en revanche que le gouvernement provisoire condamne la révolution en organisant des élections prématurées. Ces divergences se traduisent de façon concrète le 16 avril 1848. Blanqui marche aux côtés des ouvriers qui se rendent à l'Hôtel de ville tandis que Barbès répond à l'appel de Ledru-Rollin et mène la XIIe légion de la garde nationale, dont il est colonel, pour s'interposer entre le gouvernement provisoire et les manifestants.

La critique du programme politique se superpose aux antagonismes personnels. Blanqui et Barbès se détestent. Lors du procès de Bourges en 1849, qui juge les prétendus meneurs de la journée du 15 mai 1848, les deux révolutionnaires s'invectivent et s'attaquent personnellement, au grand plaisir des juges.[41] Cette hostilité réciproque remonte à l'insurrection des 12 et 13 mai 1839. Barbès et Blanqui formaient avec Martin Bernard le triumvirat à la tête de la Société des Saisons, une société secrète républicaine de tendance socialiste. L'insurrection, dont l'objectif était d'établir une République par un coup d'état, fut un échec. Les deux chefs se tinrent responsables de la déroute. De plus, Barbès reprocha à Blanqui de l'avoir abandonné pendant la débâcle, alors qu'il avait été blessé sur les barricades.[42] Le conflit qui les oppose à Belle-Île renvoie à la sphère privée, à l'intime et aux affects les plus négatifs qu'un individu peut éprouver pour un autre.

La mémoire de 1839 est particulièrement vive en 1848. Le 31 mars 1848, le journaliste Jules Taschereau publie une pièce inédite dans sa *Revue rétrospective*. Il s'agit de confessions livrées par un agent des sociétés secrètes au ministre de l'Intérieur à la fin du mois de mai 1839. La date du document ainsi

40 Blanqui, Maintenant il faut des armes (n. 1), 147–159.

41 Pour un compte-rendu du procès voir: Ernest Duquai, Les grands procès politiques. Les accusés du 15 mai 1848, Paris 1869.

42 La relation entre Barbès et Blanqui doit être replacée dans le contexte particulier des sociétés secrètes, où l'honneur, la fraternité et le rapport à la mort pèsent sur les relations entre individus. Voir: Jean-Noël Tardy, L'âge des ombres. Complots, conspirations et sociétés secrètes au XIXème siècle, Paris 2015, 412–419.

que les propos tenus suggèrent qu'il s'agissait de Blanqui, alors détenu après sa prise d'armes ratée. Le scandale est énorme: la pièce publiée par Taschereau suggère en effet que Blanqui avait trahi ses compagnons en communiquant des informations aux autorités. Blanqui rédige une réponse au document Taschereau, qu'il distribue d'ailleurs sur le Champs de Mars lors de la journée du 16 avril 1848. Les débats sur l'authenticité du document et sur la possible duplicité de Blanqui hantent sa carrière politique.[43] Ils resurgissent notamment en prison, en particulier à Belle-Île-en-Mer.

Les tensions entre Blanqui, Barbès et leurs soutiens respectifs se manifestent de plusieurs façons. Les condamnés du procès de Bourges sont initialement incarcérés à Doullens, dans la Somme, en avril 1849. Les deux hommes s'évitent et s'ignorent malgré quelques accrochages.[44] C'est à Belle-Île que les relations se durcissent. Barbès y est transféré en juillet 1850 et Blanqui en novembre de la même année. Plusieurs facteurs contribuent à cette dégradation. Les conditions de détention sont plus fermes et les prisonniers sont davantage coupés du monde puisque la prison est plus éloignée de Paris, où logent la plupart des familles des détenus. La population carcérale est également plus élevée. Des factions se forment autour des leaders républicains et socialistes, reproduisant les divisions héritées de 1848. En décembre 1850, Blanqui et Barbès cherchent à résoudre leur conflit à l'amiable en organisant un débat pacifique. La méfiance, les suspicions et les basses manœuvres des deux côtés ne permettent pas au débat d'avoir lieu, ce qui durcit les relations entre les deux révolutionnaires et leurs soutiens. On craint des violences physiques entre détenus des deux camps. À cela, il faut ajouter le rôle de l'administration pénitentiaire belliloise, consciente des rivalités entre détenus et capable de les instrumentaliser.[45]

L'expérience de la prison et des conflits entre détenus contribue à faire évoluer la pensée politique de Blanqui vers plus d'intransigeance à l'encontre de l'aile socialiste de l'ancien gouvernement provisoire. Ce contexte diffère de celui de l'émigration londonienne, où les rapports de force locaux et la problématique des ressources encouragent l'alliance entre les blanquistes et Louis Blanc. Une divergence s'établit alors des deux côtés de la Manche dans les limites à fixer à la politique d'union. L'exemple du toast Blanqui témoigne des contradictions qui peuvent émerger au sein des courants socialistes au

43 L'affaire Taschereau fit l'objet d'importantes discussions historiographiques. Maurice Paz lui a dédié un long chapitre: Paz, Un révolutionnaire professionnel (voir n. 23), 73–128.

44 Sur la détention à Doullens, voir: Maurice Dommanget, Auguste Blanqui à la citadelle de Doullens, Paris 1954.

45 En ce qui concerne la détention à Belle-Île-en-Mer: id., Blanqui à Belle-Île (voir n. 6).

XIXe siècle. La plupart sont caractérisés par une configuration archipélagique, en particulier après les révolutions de 1848/49. Les relations entre les différents membres du groupe dispersé se distendent, malgré les correspondances et la consultation d'un même ensemble de média, tandis que des intermédiaires s'imposent pour mettre en relation les différents »îlots«. Les enjeux locaux infusent dans les conceptions politiques des acteurs et une acculturation politique se déploie lentement, provoquant l'apparition de divisions au sein du même mouvement.

En comparant la situation londonienne et celle de Belle-Île, on identifie des facteurs favorables à l'union au-delà des divergences idéologiques. Ainsi, si les blanquistes de Londres parviennent à travailler avec d'autres républicains de gauche, c'est en partie parce qu'ils sont unis par des liens de solidarité au sein d'organisations de secours mutuels ou dans le cadre de coopérations interindividuelles. Parmi les facteurs défavorables à l'union à Belle-Île il faut citer la promiscuité, les conditions de détention et les actions des gardiens qui provoquent davantage une régression vers le groupe qu'une propension à la coopération avec l'extérieur, tandis que les inimitiés personnelles entre leaders accroissent l'hostilité entre les groupes.

La divergence stratégique entre Blanqui et les blanquistes de Londres aurait pu en rester à une simple lettre de Blanqui à Barthélémy. Sa médiatisation par le journal *La Patrie* et les réponses contradictoires des blanquistes la transforment cependant en affaire. Blanqui a beau avoir été admis au Panthéon des martyrs de l'émigration socialiste, il continue à s'exprimer, et ses partisans comme ses adversaires doivent se positionner par rapport à ses paroles – contribuant ainsi, chacun à leur manière, aux mythes Blanqui.

## Du toast à l'affaire: plusieurs usages d'un même document

### Les blanquistes face au toast Blanqui

Commençons par présenter la succession d'événements menant à l'affaire. Le toast Blanqui devient public après sa publication par le journal conservateur *La Patrie*, qui affirme qu'il a été envoyé au comité organisateur du banquet des Égaux.[46] Le Comité socialiste européen de Londres répond à cette publication en affirmant que le toast n'a pas été soumis au comité organisateur et

46 La Patrie, N° 58, 27/02/1851.

qu'il n'était connu de personne à l'exception de deux convives.[47] Ce mensonge est cependant réfuté par Gustave Antoine, le beau-frère de Blanqui à l'origine de la diffusion du toast.[48] Antoine affirme que le toast fut demandé à Blanqui de la part de Barthélémy et qu'il s'était engagé à le communiquer au comité organisateur. Si, comme l'indique la lettre du Comité socialiste européen, Barthélémy ne l'a pas soumis au comité organisateur, cela implique qu'il a rompu sa parole auprès de Blanqui, dont il se réclame pourtant. Face à la révélation d'Antoine, Barthélémy décide de revoir la version du Comité socialiste européen. Barthélémy concède qu'il avait connaissance du toast mais affirme qu'il s'est abstenu de le transmettre à la commission parce qu'il ne »partage pas l'opinion du citoyen Blanqui à l'égard des citoyens Albert et Louis Blanc«.[49] Pourtant, une autre déclaration vient à nouveau contredire celle de Barthélémy. Cette fois, il s'agit d'une lettre d'un autre blanquiste de Londres et compagnon de Barthélémy, Jules Vidil.[50] Vidil révèle que le toast a été soumis au comité organisateur, et que c'est suite à un vote de ce dit comité qu'il a été rejeté. Il conteste donc les deux versions formulées par le Comité socialiste européen et par Barthélémy. Cette nouvelle déclaration contradictoire achève de transformer l'affaire du toast Blanqui en »comédie«.[51]

L'affaire révèle les dysfonctionnements qui peuvent exister au sein d'un groupe politique informel, dispersé dans l'espace et à la communication interne limitée. Elle est la conséquence d'initiatives individuelles et collectives locales. Ainsi, c'est Antoine qui choisit de diffuser publiquement un document destiné à Barthélémy, puis qui l'accuse dans la presse de ne pas avoir tenu sa parole auprès de Blanqui, à savoir soumettre le toast au comité organisateur du banquet des Égaux. Le déficit d'information entre les blanquistes des deux rives de La Manche est à l'origine des attaques d'Antoine: il ignore que Barthélémy a bel et bien soumis le toast à la commission du banquet, mais que cette dernière l'a repoussé avec sept voix sur un total de treize votants. Si Barthélémy et ses compagnons du Comité socialiste européen choisissent de mentir dans leurs déclarations publiques après les révélations de *La Patrie*, c'est bien parce que les observateurs, notamment socialistes, s'attendent à ce que des blanquistes fassent usage d'un texte de Blanqui.

Un autre manque de communication interroge: celui qui survient entre Bar-

47 La Patrie, N° 66, 07/03/1851.

48 La lettre de Gustave Antoine est également publiée dans: ibid.

49 La Patrie, N° 71, 12/03/1851.

50 La Patrie, N° 69, 10/03/1851.

51 Nous reprenons ici l'expression de Marx et Engels. Voir: Engels, Marx, Correspondance (voir n. 3), 173–175.

thélémy et Vidil. Les déclarations contradictoires des deux blanquistes sont envoyées au même journal et à la même date. Ces deux envois isolés pourraient révéler une rupture entre les blanquistes de Londres sur la question des usages du toast, et dans le choix entre l'autonomie d'action et la loyauté envers le leader. Ainsi, Vidil ne compte déjà pas parmi les signataires de la première déclaration du Comité socialiste européen, dans laquelle est affirmé que le toast n'a pas été soumis au comité organisateur du banquet. Cette absence indiquerait un refus précoce de participer au mensonge du Comité socialiste européen. La déclaration d'Antoine dans *La Patrie* aurait pu pousser Vidil à rompre le silence par soucis de loyauté envers Blanqui. Vidil aurait donc pu envoyer sa lettre sans prévenir ses camarades londoniens, ce qui expliquerait les contradictions entre sa propre déclaration et celle de Barthélémy. Les sources ne nous renseignent pas sur les conséquences de cet envoi au sein de la Société des proscrits démocrates-socialistes. Il est probable que les stratégies divergentes de Vidil et de Barthélémy aient divisé l'émigration française et ses alliés européens.

Les cas d'Antoine et de Vidil montrent une capacité à se mobiliser de façon individuelle pour défendre la figure de Blanqui dans la presse, même si cela doit passer par une attaque contre un autre blanquiste. Pour Vidil, l'honnêteté et la loyauté envers Blanqui sont primordiales, et priment sur le long travail d'union à Londres, sabordé par la révélation du mensonge du Comité socialiste européen. Il est difficile de déterminer la nature de cette loyauté. Elle semble être aussi bien celle que l'on voue à un chef, que celle que l'on voue à un ami. Blanqui parle volontiers de ses »amis« de Londres.[52] En commentant la déclaration de Vidil dans *La Patrie*, il écrit: »J'ai été très sensible à cette preuve d'amitié et de courage, car il enfouit pour laisser entrevoir une ombre même de solidarité, une apparence de contact avec le Paria de l'époque«.[53] Barthélémy fait preuve de volontarisme et de fidélité lorsqu'il soumet le toast Blanqui à la commission du banquet, mais il est également capable de prendre ses distances avec les thèses du leader pour protéger la crédibilité du Comité socialiste européen. Antoine et Vidil ne tolèrent pas ces écarts qui risquent de nuire à leur chef et ami tout en mettant en cause leur loyauté.

Tandis que les blanquistes se perdent dans différents récits sur les circonstances du toast pour endiguer ou même renforcer les effets de sa diffusion, la publication du toast Blanqui est une réussite pour *La Patrie*. Le quotidien conservateur peut offrir à ses lecteurs une affaire riche en rebondissements sur

52 BNF, NAF 9583, fol. 398–421, »Lettre à Édouard 19 mars 1851«, ici fol. 413.
53 Ibid, fol. 399. Souligné dans le texte.

près de deux semaines. L'affaire est également une victoire politique pour le journal: elle décrédibilise durablement le Comité socialiste européen et les blanquistes de Londres. De plus, cette entreprise provoque un engouement médiatique national autour de l'affaire.

## »Nous remercions M. Blanqui de sa franchise«: la presse conservatrice et le toast Blanqui

Au début de l'année 1851 en France, la peur des »rouges«, qui touche les élites bourgeoises, est largement manipulée par la presse conservatrice afin de faire avancer son agenda politique, le plus souvent bonapartiste. Plusieurs titres de presse, notamment *La Patrie* et le *Constitutionnel*, coopèrent afin de mener campagne contre les socialistes de toute nuance, notamment dans le cadre de l'Association pour la propagande antisocialiste.[54] Dans ce contexte, le toast Blanqui est utilisé comme preuve du danger existentiel que représenteraient les »rouges« contre la société bourgeoise.

*La Patrie* joue un rôle central dans la construction de l'affaire. Elle reproduit et diffuse le toast ainsi que les déclarations des blanquistes. Elle souligne l'opposition de ces déclarations, par exemple en publiant les déclarations contradictoires de Barthélémy et d'Antoine dans le même numéro.[55] Le toast apparaît pour la première fois dans les colonnes du quotidien conservateur après un article sur le banquet des Égaux. Le journal est résolument hostile à ce banquet et à ses organisateurs, notamment Louis Blanc. La conclusion de l'auteur, Gustave de Molinari, à la suite de la description de la salle est équivoque: »Bref, c'était une exhibition pittoresque des plus beaux produits de la Démagogie«.[56] Le toast Blanqui est introduit à la suite de ce commentaire. De Molinari explique que ce toast fut envoyé au comité organisateur du banquet par Blanqui. Rappelons que cette affirmation est fausse: le toast fut envoyé à Barthélémy par Blanqui. Le journaliste s'amuse également d'y voir Louis Blanc qualifié de »réactionnaire« puis commente: »Que voulez-vous? auprès d'Hébert et de Chaumette, Robespierre lui-même n'était-il pas un modéré? Pourquoi donc M. Louis-Blanc ne serait-il pas un réactionnaire auprès de

54 Bouchet et al. (dir.), Quand les socialistes inventaient l'avenir (voir n. 1), 271–274; Dominique Lejeune, La peur du »rouge« en France. Des partageux aux gauchistes, Paris 2003, 24–44.

55 La Patrie, N° 66, 07/03/1851.

56 La Patrie, N° 58, 27/02/1851.

M. Blanqui?«[57] Le toast Blanqui offre un double avantage au journal conservateur. D'abord, il documente les divisions importantes au sein du camp socialiste, Blanqui attaquant frontalement Louis Blanc et l'ouvrier Albert. Ensuite, il formule de façon claire le programme politique de Blanqui, personnage incarnant la »démagogie« et le »terrorisme« pour les conservateurs. Blanqui peut dès lors être utilisé plus efficacement comme épouvantail contre les »rouges« de toutes nuances.

Le toast se répand rapidement dans la presse. Le jour même de sa parution dans *La Patrie*, le quotidien *Le Constitutionnel* »l'emprunte« pour le reproduire.[58] Il le publie de nouveau le lendemain, accompagné d'un long article du journaliste polémique Adolphe de Granier de Cassagnac.[59] L'article se nomme »Un avertissement«; le toast y est interprété comme une description de l'avenir prochain de la France. Granier de Cassagnac remercie Blanqui de sa franchise et écrit: »[Blanqui] n'y va pas, lui, par quatre chemins; il ne crie pas *vive la charte!* pour briser cette même charte; il ne crie pas *vive la réforme!* pour établir la république«.[60] Blanqui révélerait la véritable nature de la révolution de 1848: »M. Blanqui vient de dévoiler le véritable but des doctrines et des passions déchaînées par la révolution de février; c'est une guerre acharnée, une guerre sans merci, une guerre sans prisonniers, déclarée à la société civilisée et chrétienne, à la religion, à la famille, aux patrimoines«.[61] Dès lors, la simple suspicion de complaisance avec cet ennemi est inacceptable. Le toast Blanqui permet ainsi à Granier de Cassagnac de critiquer l'attitude du républicain modéré Eugène Cavaignac, responsable de la répression des journées de juin 1848, jugée trop complaisante envers la Montagne: »Oui, M. Cavaignac se trouve, par ses opinions, très *avancé*… vers la guillotine; car il passerait immédiatement après nous, à supposer que sa campagne de Paris ne lui valût pas l'honneur de nous précéder«.[62]

Les articles de la presse nationale sont diffusés dans la presse locale, ce qui témoigne de la résonance importante du toast Blanqui. Le *Journal de la ville de Saint-Quentin* publie l'article de *La Patrie* et sa reproduction du toast dans son supplément.[63] L'article de Granier de Cassagnac circule particulièrement. On le retrouve complet ou tronqué dans le *Courrier de Saône-et-Loire* et dans

57 Ibid.
58 Le Constitutionnel, N° 58, 27/02/1851.
59 Le Constitutionnel, N° 59, 28/02/1851.
60 Ibid.
61 Ibid.
62 Ibid. En italique dans le texte.
63 Journal de la ville de Saint-Quentin et du département de l'Aisne, N° 1811, 02/03/1851.

l'*Indépendant de la Charente-Inférieure.*[64] Il est également repris dans *L'Indicateur de Bordeaux*, au côté d'un article d'Adrien de la Valette publié dans l'*Assemblée nationale*, autre organe important de la presse nationale.[65] La diffusion massive du toast Blanqui au sein de la presse conservatrice contribue à diffuser la peur du »spectre rouge«. Elle permet également d'entretenir la figure monstrueuse de Blanqui au sein des milieux conservateurs telle que forgée en 1848.[66] En réalisant une fusion entre les idées de Blanqui et la »véritable« nature de la révolution de 1848, Granier de Cassagnac confère au révolutionnaire socialiste une aura bien plus importante que ce qu'elle fut réellement. À sa manière, le journaliste conservateur contribue à façonner une figure mythifiée de Blanqui, ici le »terroriste«. Au même moment, une autre figure mythifiée est façonnée de l'autre côté du spectre politique, celle de Blanqui en tant que »véritable chef du parti prolétarien«.

## Marx, Engels, Blanqui et les blanquistes

L'affaire du toast Blanqui atteint l'émigration londonienne en pleine recomposition. Les communistes allemands se sont récemment scindés en deux fractions opposées. Alors que la fraction Willich-Schapper s'intègre au Comité socialiste européen, la fraction Marx-Engels demeure marginalisée. Le toast Blanqui lui offre une arme contre ses rivaux: par l'intermédiaire de Marx et d'Engels, la figure de Blanqui est mobilisée contre les blanquistes et leurs alliés européens.

Le 19 mars 1851, Engels écrit à Marx une lettre qui débute de la façon suivante: »Mon cher Marx, l'affaire du toast de Blanqui prend des proportions inespérées et vraiment admirables. La déclaration de Vidil est impayable vis-à-vis de Louis Blanc: elle présente aux yeux de la France et de l'Angleterre ce type comme un vulgaire menteur! Barthélémy s'est fourré dans un sacré pétrin«.[67] Les communistes allemands jubilent face à la décrédibilisation des blanquistes et de Louis Blanc. L'opposition aux blanquistes est pourtant récente en mars 1851. Jusqu'en octobre 1850, Marx et Engels animent la Société universelle des communistes révolutionnaires avec leur coreligionnaire Au-

64 Courrier de Saône-et-Loire, N° 1055, 05/03/1851 et Indépendant de la Charente-Inférieure, N° 360, 04/03/1851.

65 Indicateur de Bordeaux, N° 13613, 04/03/1851 et L'Assemblée nationale, N° 61, 02/03/1851.

66 Tardy, L'âge des ombres (voir n. 42), 447–451.

67 Engels, Marx, Correspondance (voir n. 3), 175.

gust Willich, le chartiste George Julian Harney et les blanquistes, notamment Adam et Vidil.[68] Après la scission de la Ligue des communistes en septembre 1850, les blanquistes se rallient à la fraction Willich-Schapper. C'est ce positionnement qui conduit Marx, Engels et Harney à demander la suppression officielle de la Société universelle des communistes révolutionnaires en octobre 1850.[69]

Dès le 10 novembre 1850, les blanquistes, la fraction Willich-Schapper et des démocrates hongrois et polonais cosignent un manifeste intitulé »Aux démocrates de toutes les nations«.[70] Le contenu du manifeste, le vocabulaire utilisé tout comme l'alliance avec les démocrates hongrois et polonais indiquent que les blanquistes et la fraction Willich-Schapper souhaitent former un large front européen, s'étendant des républicains aux communistes. Ils publient un nouvel appel intitulé »Démocrates, prenez garde à vous!« le 3 décembre 1850. Les signataires sont les mêmes qu'en novembre avec l'ajout des démocrates italiens hostiles à Mazzini.[71] Un Comité socialiste européen se forme donc à Londres à la fin des années 1850. Il est le rival du Comité central démocratique européen des républicains Ledru-Rollin, Mazzini, Ruge et Kossuth. Louis Blanc et Landolphe se séparent de Ledru-Rollin au début de l'année 1851 pour renouer avec les blanquistes, et donc se joindre au Comité socialiste européen.

Dans ce contexte, Marx et Engels comprennent vite le potentiel de nuisance du toast Blanqui après sa parution dans *La Patrie*. En attaquant Louis Blanc et ceux qui acceptent de travailler avec ce »réactionnaire«, Blanqui jette sans le savoir l'anathème sur l'intégralité du Comité socialiste européen. Marx et Engels traduisent le texte entre le 3 et le 6 mars en allemand et en anglais.[72] Engels écrit au rédacteur en chef du *Times* le 5 mars 1851 pour lui proposer de publier une version du toast traduit en anglais, mais le *Times* refuse.[73] Dès le 15 mars, le Comité central de la Ligue des communistes à Cologne débute l'impression de 30000 exemplaires de la traduction allemande précédée d'une *Vorbe-*

68 Marx-Engels-Gesamtausgabe, vol. 10 (voir n. 4), 1977, 568.

69 Christine Lattek, Revolutionary Refugees. German Socialism in Britain. 1840–1860, Londres, New York 2006. L'ouvrage documente les relations entre les blanquistes et les communistes allemands au début des années 1850: ibid., 41–70 et 64–116. Pour un récit de la scission, voir: Ernst Schraepler, Handwerkerverbünde und Arbeitervereine 1830–1853. Die politische Tätigkeit deutscher Sozialisten von Wilhelm Weitling bis Karl Marx, Berlin (Ouest), New York 1972, 371–375.

70 On trouve une retranscription de ce manifeste dans Le Constitutionnel, N° 322, 18 novembre 1850.

71 Ce manifeste est retranscrit dans L'Aube, N° 2473, 15 décembre 1850.

72 Der Bund der Kommunisten (voir n. 4), 393–396 et 745–746.

73 Engels, Marx, Correspondance (voir n. 3), 167–169.

*merkung* de Marx. Les tracts sont diffusés en Allemagne et au Royaume-Uni.[74] L'objectif de Marx et d'Engels est donc de s'appuyer sur la figure d'autorité incarnée par Blanqui pour dénoncer les actions de Willich et de Schapper, dans l'espoir de rallier les communistes allemands à leur camp.

Marx et Engels ne font pas qu'utiliser une figure d'autorité déjà existante, ils contribuent également à la forger. La *Vorbemerkung* en tête des tracts vise ainsi à renseigner le lecteur sur le contexte politique français et sur l'origine du toast. Marx y décrit surtout les membres du Comité socialiste européen et Louis Blanc comme des traîtres au peuple. Il introduit ensuite le toast de la manière suivante: »Sie schreiben auch an Blanqui, den edlen Märtyrer des revolutionären Kommunismus, um eine Adresse. Er antwortete ihnen mit dem folgenden Toast«.[75] Par ces quelques mots, Marx annonce la façon dont doit être perçu le socialiste français. Cela contribue à façonner le mythe du martyr Blanqui, que l'on retrouve déjà abondamment dans les manifestations publiques de l'émigration socialiste de Londres. Nous avions déjà évoqué l'acclamation faite par Harney à Blanqui lors du meeting du 11 février 1851. La salle du banquet des Égaux rend également honneur au révolutionnaire français. Au milieu des drapeaux rouges et des banderoles noires se trouvent plusieurs bannières. Engels raconte que le nom »Blanqui« y figure en »grosses lettres«, »à côté de celui d'autres héros et martyrs de la démocratie«.[76] Marx et Engels utilisent et renforcent donc un mythe préexistant au service de leurs intérêts, et de ce fait contre les blanquistes.

Cette utilisation du mythe Blanqui n'est pas seulement opportuniste. Elle résonne également avec le projet politique des deux communistes allemands. Dans ses articles sur la révolution de 1848, Marx n'hésite pas à associer ses idées politiques avec la figure de Blanqui. Dans le troisième cahier de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*, publié le 3 mars 1850, il définit pour la première fois la notion de »dictature du prolétariat«, et la rattache au socialiste français. Marx écrit que, après les journées de juin 1848, le prolétariat français se regroupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire contre les socialistes utopistes et autres doctrinaires. Il décrit le socialisme révolutionnaire de la manière suivante:

> […] gruppirt sich das Proletariat immer mehr um den revolutionairen Socialismus, um den Communismus, für den die Bourgeoisie selbst den

74 Ibid., 241–244.

75 Der Bund der Kommunisten (voir n. 4), 394.

76 Engels, Marx, Correspondance (voir n. 3), 168.

> Namen Blanqui erfunden hat. Dieser Socialismus ist die Permanenzerklärung der Revolution, die Klassendictatur des Proletariat als nothwendiger Durchgangspunkt zur Abschaffung der Klassenunterschiede überhaupt, zur Abschaffung sämmtlicher Productions-Verhältnisse, worauf sie beruhen, zur Abschaffung sämmtlicher gesellschaftlicher Beziehungen, die diesen Productions-Verhältnissen entsprechen, zur Umwälzung sämmtlicher Ideen, die aus disen gesellschaftlichen Beziehungen hervorgehen.[77]

Les formulations utilisées par Marx dans cet article rappellent celles des statuts de la Société universelle des communistes révolutionnaires, animée conjointement avec les blanquistes jusqu'en octobre 1850. L'article premier affirme que »[le] but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature des prolétaires en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine«.[78] On identifie à nouveau les concepts de »dictature du prolétariat« et de »révolution permanente«, bien que leur formulation ne soit pas encore fixée. Pourtant, à l'automne 1850, les blanquistes de Londres s'éloignent de ces idées avec leur projet unitaire. Le manifeste »Aux démocrates de toutes les nations«, conçu avec la fraction Willich-Schapper, abandonne la logique de lutte des classes. Il n'y est plus question de »dictature des prolétaires« ou de »réalisation du communisme«. Le discours reste révolutionnaire, mais l'imaginaire politique renoue avec le républicanisme quarante-huitard. Le manifeste se conclut ainsi par un appel à la »République universelle, démocratique et sociale«.[79] Ce manifeste des blanquistes de Londres est invalidé par le programme socialiste révolutionnaire du toast Blanqui, qui assume un programme politique de subordination de la bourgeoisie au prolétariat, au moyen de la force des armes.

En 1851, Marx et Engels s'opposent aux blanquistes en raison de leur alliance avec la fraction Willich-Schapper. L'opposition prend une tournure idéologique quand le Comité socialiste européen délaisse la politique de lutte des classes au profit du républicanisme quarante-huitard. Du point de vue de Marx et Engels, le toast Blanqui surgit comme le cri du cœur d'un »martyr du communisme révolutionnaire«. Ils diffusent alors le texte à l'échelle euro-

77 Marx-Engels-Gesamtausgabe (voir n. 4), 191–192.
78 Ibid., 568.
79 Le Constitutionnel, N° 322, 18/11/1850.

péenne pour défendre cette vision du socialisme, qui est aussi la leur, tout en invalidant le Comité socialiste européen. Ce faisant, ils contribuent à façonner un mythe blanquiste au sein des milieux révolutionnaires européens.

## Conclusion

À partir de l'affaire du toast Blanqui, nous avons souhaité réfléchir à nouveaux frais sur les mondes socialistes européens de l'après 1848. Les différentes étapes qui mènent à l'affaire permettent en effet d'étudier de façon fine le fonctionnement d'un groupe de socialistes, les blanquistes, au milieu du XIX^e^ siècle. Caractérisé par sa dimension archipélagique, il est constitué de différents îlots, qui communiquent entre eux par la presse et par des correspondances. Nous avons pu évoquer trois îlots: les blanquistes de Londres, Gustave Antoine, et les détenus de Belle-Île-en-mer. L'autonomie dont dispose chaque îlot au sein d'un vaste réseau informel éclaté dans l'espace permet le déploiement d'initiatives individuelles et collectives non coordonnées entre elles, que ce soit la politique d'alliance avec Louis Blanc à Londres ou la diffusion du toast Blanqui par Gustave Antoine. Ces initiatives sont influencées par les logiques de situation locale et par la psychologie des acteurs. L'affaire débute ainsi sur la contradiction entre la politique unitaire blanquiste menée à Londres et les »scènes furieuses« de Belle-Île dont est inspiré le texte de Blanqui. Le passage de l'affaire à la »comédie« est quant à lui la conséquence de la lettre de Vidil à *La Patrie*, soucieux de donner des gages en loyauté et en amitié à Blanqui.

Les blanquistes n'évoluent pas en vase clos. Ils s'insèrent dans des réseaux européens de coopération et de rivalité entre socialistes. Marx et Engels exploitent ainsi l'affaire du toast pour attaquer la fraction Willich-Schapper en justifiant leur position à partir de la figure héroïsée de Blanqui, le »véritable chef du parti prolétarien«. Il en va de même pour les conservateurs. Les socialistes observent les actions et discours de leurs adversaires et sont en retour scrutés par ces derniers. Comme nous avons pu le montrer, la presse conservatrice, à commencer par *La Patrie*, joue un rôle décisif dans la création de l'affaire du toast Blanqui. Sensible à la peur des »rouges« et souhaitant exploiter ce même affect parmi les élites bourgeoises, les journalistes conservateurs entretiennent et alimentent le fantasme du »spectre rouge« grâce au toast. La diffusion des réponses du Comité socialiste européen et des blanquistes leur permet ensuite d'alimenter les tensions et les contradictions au sein des blanquistes et de l'émigration socialiste de Londres.

En somme, l'affaire du toast Blanqui nous renseigne sur la fabrique et les

usages des réputations politiques au milieu du XIXe siècle. Elles apparaissent d'abord comme le résultat de l'intrication d'actions et de discours d'acteurs politiquement intéressés, où la contingence joue un rôle conséquent. Cette fabrique donne naissance à des figures mythifiées, souvent bien éloignées de l'individu qu'elles cherchent à dépeindre. Ces figures peuvent être instrumentalisées de différentes façons et pour servir des agendas contradictoires, ce qui contribue d'ailleurs à leurs réifications. Dans l'affaire du toast Blanqui, les instrumentalisations de la figure de Blanqui culminent de façon originale: la figure du socialiste français se trouve mobilisée de façon offensive contre des blanquistes, aussi bien par des adversaires déclarés du socialisme que par des soutiens, au moins spirituels, de Blanqui.

---

## Résumé

À partir de l'étude de l'affaire du « toast Blanqui », cet article interroge la fabrique et les usages des réputations politiques au milieu du XIXe siècle. Cette affaire a pour origine la diffusion dans la presse d'un texte produit par le socialiste Auguste Blanqui en janvier 1851. Ce texte est à l'origine un document privé, envoyé à un blanquiste de Londres, Emmanuel Barthélémy. Il est un violent réquisitoire contre plusieurs socialistes français exilés à Londres, notamment Louis Blanc. Une contradiction est alors soulevée et rendue publique: les blanquistes de Londres travaillent avec des individus au cœur de la critique de leur propre leader. Les tentatives des blanquistes londoniens pour étouffer l'affaire se heurtent au déficit de communication au sein de l'archipel blanquiste, mais également à l'activisme de journalistes conservateurs français et de communistes allemands de Londres. L'affaire du toast Blanqui révèle des réseaux d'échanges inter- et transnationaux entre militants de toutes nuances politiques. La dispersion géographique des individus et communautés impliqués dans l'affaire lui donne une dimension multisituée, qui éclaire les divergences politiques et stratégiques desdits acteurs. L'affaire permet également d'étudier la façon dont des individus sont imprégnés de signifiants, créant alors des figures mythifiées. Nous verrons ainsi dans cet article que ces figures peuvent être invoquées pour justifier, affirmer ou infirmer des agendas politiques.

## Resümee

Dieser Artikel wählt den »Toast Blanqui« als Ausgangspunkt, um die Herstellung und Nutzung politischer Reputation im 19. Jahrhundert zu untersuchen. Am Anfang dieser Affäre stand die Verbreitung eines Textes des Sozialisten Auguste Blanqui in der Presse im Januar 1851. Ursprünglich handelte es sich um ein privates Dokument, das an den Blanquisten Emmanuel Barthélémy in London gerichtet war. Es handelt sich um eine scharfe Anklage gegen mehrere in London exilierte französische Sozialisten, insbesondere Louis Blanc. Dabei wurde ein Widerspruch sichtbar und publik gemacht: Die Personen, mit denen die Blanquisten in London zusammenarbeiteten, waren das Ziel scharfer Kritik ihres eigenen Anführers. Die Versuche der Londoner Blanquisten, die Affäre zu unterdrücken, scheiterten sowohl am Kommunikationsdefizit innerhalb des blanquistischen Archipels als auch am Aktivismus konservativer französischer Journalisten und deutscher Kommunisten in London. Die Affäre um den »Toast Blanqui« offenbart inter- und transnationale Austausch- und Beziehungsnetzwerke zwischen Aktivisten aller politischen Schattierungen. Die geografische Streuung der an der Affäre beteiligten Personen und Gemeinschaften verlieh ihr eine multisituierte Dimension, die die politischen und strategischen Divergenzen der Akteure verdeutlicht. Die Affäre erlaubt es zudem, die Art und Weise zu untersuchen, wie Individuen von Signifikanten durchdrungen werden, so dass mythische Figuren entstehen. Der Artikel zeigt, dass und wie diese Figuren dann dazu herangezogen werden können, politische Agenden zu rechtfertigen, zu bekräftigen oder zu widerlegen.

## Abstract

This article examines the »Blanqui Toast« affair to explore how political reputations were constructed and deployed in the mid-nineteenth century. The controversy began when the press published a private letter by socialist Auguste Blanqui in January 1851, addressed to London Blanquist Emmanuel Barthélémy. The letter sharply attacked several French socialists exiled in London, notably Louis Blanc, exposing a glaring contradiction: Blanquists there were working closely with figures their own leader condemned. Attempts by London Blanquists to suppress the story failed, thwarted by poor internal communication and the activism of conservative French journalists and German communists in London. The affair reveals far-reaching inter- and transnational networks linking activists of all political stripes. Its multi-sited

nature, spanning dispersed individuals and communities, highlights their political and strategic differences. More broadly, it shows how individuals absorb symbolic meanings to become mythic figures – figures then invoked to justify, affirm, or invalidate political agendas.